

La contribution des immigrés au travail en France

Politique

Par Thierry Pech

Directeur général de Terra Nova

Publié le 16 janvier 2026

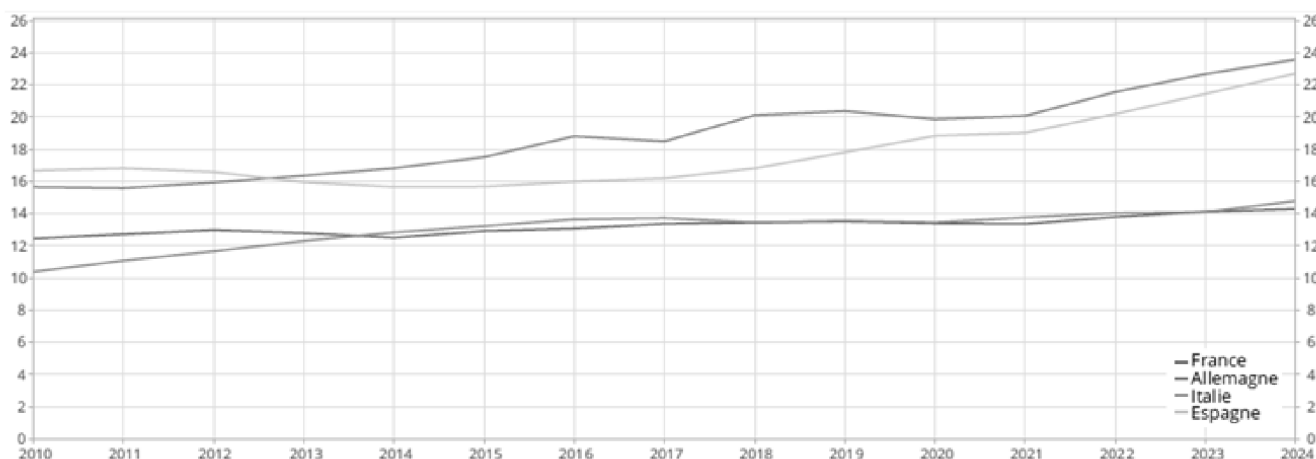
Les immigrés sont-ils un atout pour l'économie française ? Les derniers chiffres de l'Insee montrent l'évolution progressive du profil de la main d'œuvre immigrée en France : plus diplômée, plus féminine, plus active. De quoi contredire les préjugés et les slogans populistes.

Lorsque Terra Nova a publié l'an passé son rapport sur le besoin d'immigration de travail en France, des voix se sont élevées pour en contester les conclusions au motif que les immigrés qui viennent en France travailleraient moins qu'ailleurs, seraient moins qualifiés et souvent sous l'emprise de modèles culturels qui tiendraient les femmes à l'écart du marché du travail. Au total, ils pèseraient davantage sur les comptes sociaux et le budget de la nation.

La note de conjoncture de décembre 2025 (pp. 84 et sq) de l'Insee apporte un éclairage très contrasté, sinon contradictoire, sur ce sujet, éclairage que nos contradicteurs se sont jusqu'ici gardés de commenter. En voici les principaux enseignements :

1. La population immigrée en âge de travailler a progressé de 7.3% en France entre 2019 et 2024. C'est sensiblement la même dynamique qu'en Italie (+6.9%) où les décrets « flussi » ont permis de faire entrer plusieurs centaines de milliers de travailleurs étrangers. Mais c'est surtout beaucoup moins qu'en Allemagne (+14.2%) et en Espagne (+33%). La France n'est pas plus ouverte que l'Italie de Meloni, et beaucoup moins que l'Espagne du socialiste P. Sanchez ou que l'Allemagne du social-démocrate Olaf Scholz hier ou du chrétien-démocrate Friedrich Merz aujourd'hui.

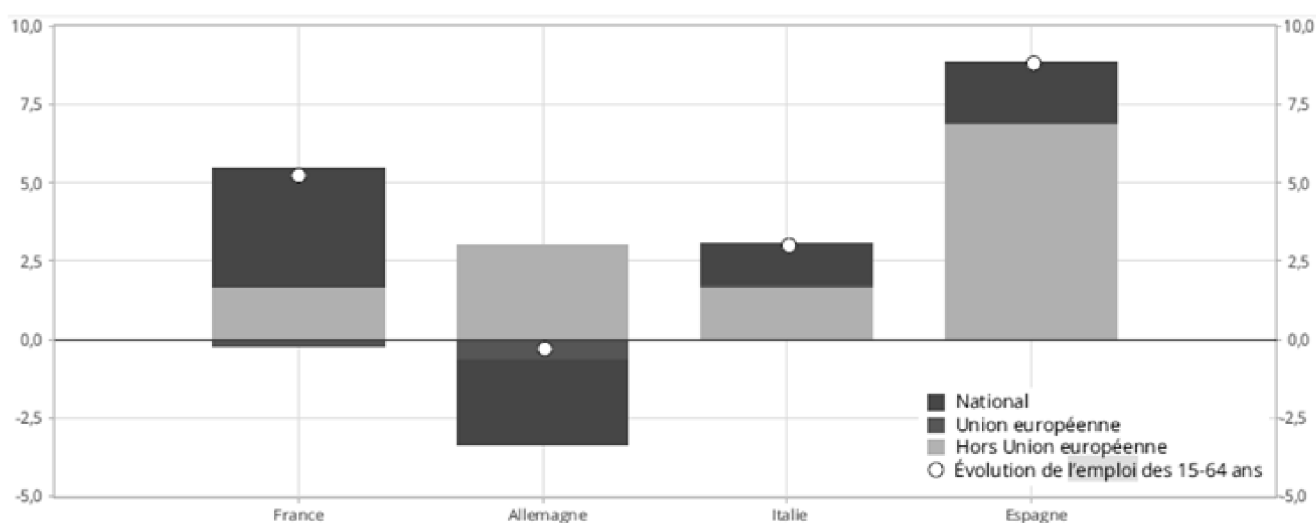
Évolution de la part de la population âgée de 15 à 64 ans née à l'étranger, dans les quatre principales économies de la zone euro (en %)



2. L'emploi des immigrés explique environ un quart des créations nettes d'emploi en France sur la même période. L'augmentation de l'offre de travail étant une composante de la croissance, l'immigration y contribue donc de manière significative. Un élément dont les évaluations récentes sur le « coût de l'immigration » tiennent rarement compte. Les données de l'Insee montrent en outre que la contribution des ressortissants de l'Union européenne à la croissance de l'emploi

est en réalité légèrement négative, alors que celle des non-Européens est clairement positive. Ce qui montre que ce n'est pas la main d'œuvre européenne bénéficiant de la libre circulation au sein de l'UE qui peut venir compenser les manques de main d'œuvre sur notre marché du travail.

Évolution de l'emploi des 15-64 ans et contribution du pays de naissance entre 2019 et 2024 (évolution en %, contributions en points de pourcentage)

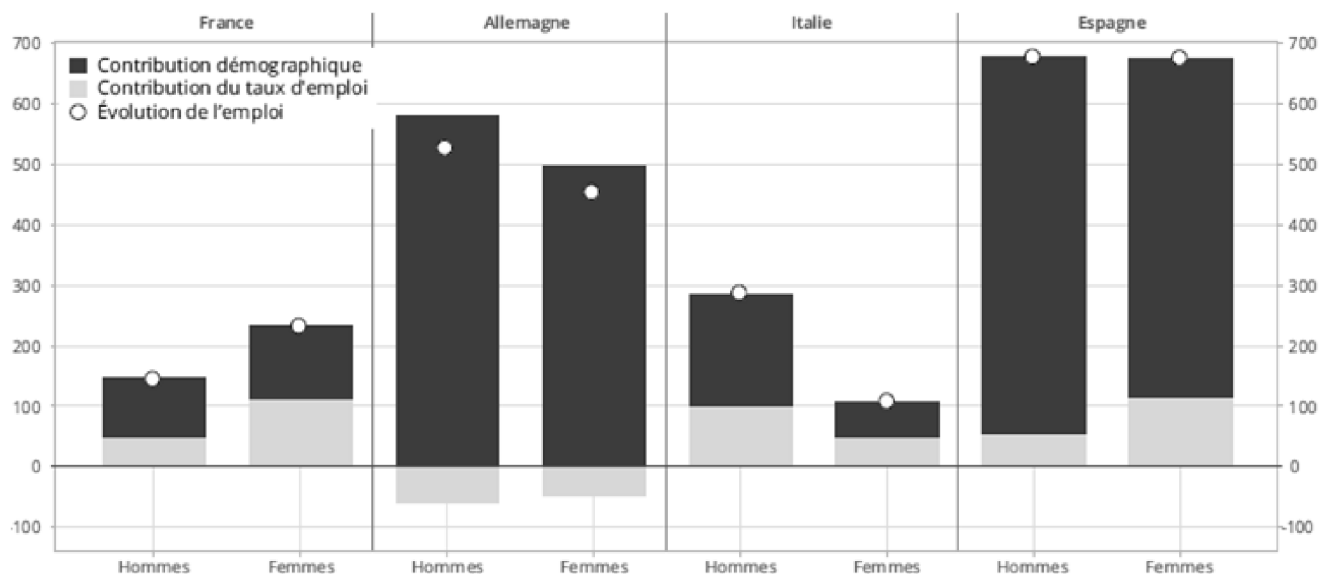


3. Le taux d'emploi des immigrés en âge de travailler a progressé de près de 3 points depuis 2019. A près de 63% en 2024, il a progressé aussi vite que le taux d'emploi global des 15-64 ans en France qui se situe à 68.8%. Il reste inférieur à ce qu'il est en Espagne ou en Italie, mais il est en progression continue alors qu'il régresse en Allemagne.

4. La hausse de l'emploi des immigrés est portée majoritairement par les femmes (environ 60%) à rebours des préjugés sur l'emprise des modèles familiaux traditionnels qui les tiendraient à l'écart du marché du travail. L'écart de taux d'emploi entre hommes et femmes immigrés s'est considérablement contracté sur 20 ans : il était de 20 points en 2006 contre 13 aujourd'hui, soit une baisse de 35%.

Décomposition de l'évolution de l'emploi des 15-64 ans nés à l'étranger entre l'effet démographique et celui du taux

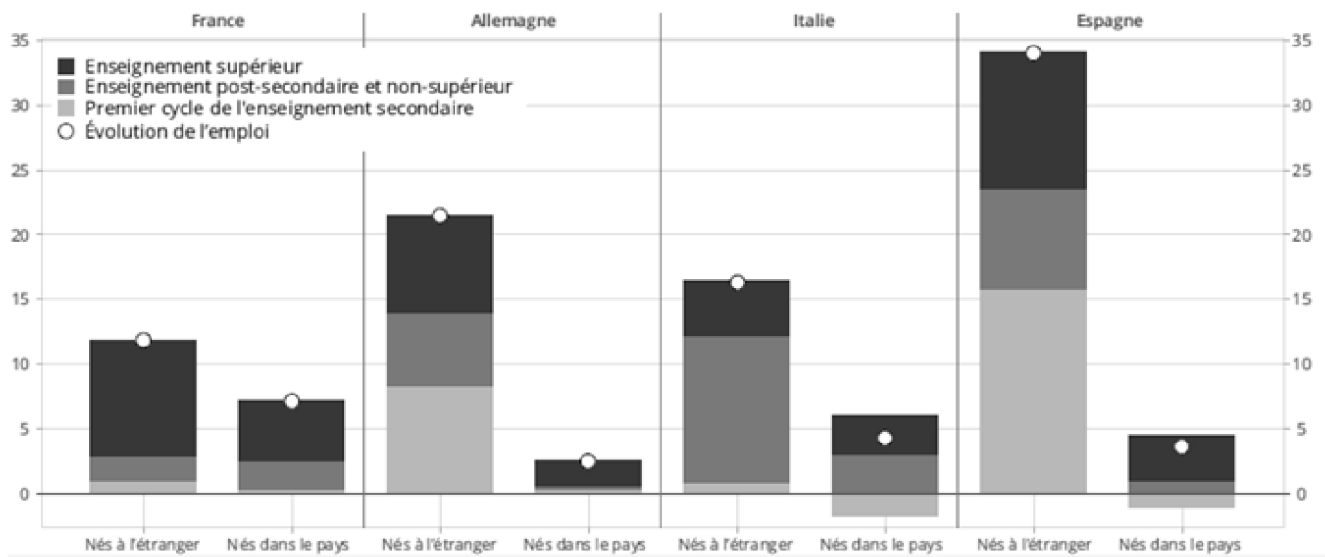
d'emploi, selon le genre, entre 2019 et 2024 (en milliers)



5. 15% de la baisse du nombre de chômeurs (-190 000 personnes depuis 2019) peut être imputée aux immigrés contre 14% en Italie, alors qu'en Allemagne et en Espagne, les immigrés contribuent au contraire positivement au chômage.

6. L'augmentation de l'emploi des immigrés est d'abord due à des diplômés de l'enseignement supérieur : ils représentent trois quarts de la hausse contre un tiers en Allemagne ou en Espagne et un quart seulement en Italie. La raison en est assez simple et souvent passée sous silence : la part des immigrés diplômés du supérieur à leur arrivée en France a fortement augmenté sur une vingtaine d'années : elle était de 41% en 2006 contre 52% en 2023.

Décomposition de l'évolution de l'emploi des 15-64 ans selon leur niveau d'éducation et leur pays de naissance, entre 2021 et 2024 (évolution en %, contributions en points de pourcentage)



7. Contrairement à ce qui est observé en Espagne, les postes de cadres et les professions supérieures représentent une forte part de la croissance de l'emploi immigré (environ la moitié sur 2021-2024).

Alors, oui, les immigrés ont encore un taux d'emploi inférieur aux natifs. Oui, ils sont en moyenne moins diplômés qu'eux. Et oui, les écarts hommes/femmes sont plus prononcés. Mais tout cela est en train de se corriger rapidement. Et c'est une bonne nouvelle !